

Ni extrême droite, ni casse sociale macroniste, d'autres choix sont possibles !

Réuni.es du 7 au 11 octobre 2024 dans le cadre de leur congrès national, les délégué.es de l'Union nationale des syndicats CGT Travail – Emploi – Formation Professionnelle ont pris la mesure de la gravité de la situation politique actuelle.

Face à la situation internationale, il.elles tiennent d'abord à exprimer leur solidarité internationaliste aux peuples opprimés et aux victimes des guerres, notamment en Ukraine, mais également au Liban et en Palestine, où l'armée israélienne se livre à un véritable génocide. Ni accroissement des dépenses militaires, ni exportations massives d'armes, il faut lutter pour la paix et le désarmement. Il.elles sont également solidaires du peuple kanak, en lutte pour sa liberté et son indépendance, confronté à une répression féroce.

En Europe et en France, face à la montée de l'extrême droite, il.elles tiennent à rappeler qu'elle représente un ennemi mortel pour les travailleur.se.s. Il.elles s'engagent à combattre de toutes leurs forces ses idées et son programme, profondément réactionnaires, racistes, sexistes, homophobes et transphobes. Il.elles s'engagent également à lutter avec la même détermination contre toutes les violences sexistes et sexuelles, partout où elles s'exercent.



E. Macron et ses gouvernements successifs portent une lourde responsabilité face à la montée de l'extrême droite. Il est urgent de rompre radicalement avec les politiques racistes et liberticides menées sans interruption. Il est tout aussi urgent de mettre un coup d'arrêt au programme de casse sociale mis en œuvre sans relâche, à commencer par la revalorisation des salaires et des pensions, l'abrogation de la contre-réforme des retraites pour un retour à la retraite à 60 ans, à taux plein pour tou.tes et le développement des services publics. Il est urgent de se révolter, à l'image de la forte mobilisation en cours des travailleur.se.s martiniquais.es contre la vie chère.

Au sein du Ministère du Travail et de l'Emploi, les mauvais coups s'enchaînent :

- ✓ L'inspection du travail dont la légitimité et l'indépendance sont régulièrement remises en cause, a fait l'objet d'attaques virulentes, se traduisant notamment par des menaces explicites de mort, sans réaction publique de la Ministre ;
- ✓ Alors que nos effectifs sont au plus bas et que de nombreux postes sont vacants, les annonces sont passées du gel des recrutements à de vastes plans de suppressions de postes ; un véritable plan social est en œuvre, visant en priorité les collègues en situation de précarité ;
- ✓ Les restrictions budgétaires prennent de multiples autres formes, particulièrement drastiques, jusqu'à l'interdiction des formations en présentiel, des limites aux frais de déplacement, incompatibles avec l'exercice des missions,...
- ✓ Des décisions injustes, sans aucun motif valable, sont tombées visant notamment des Inspecteur.trices du Travail stagiaires ou détaché.es ; il.elles doivent être immédiatement titularisé.es.

Il s'agirait donc de travailler non seulement en situation de sous-effectif, mais encore de composer avec une pénurie de moyens qui se généralise ! Alors qu'on pensait avoir touché le fond, le gouvernement de M. Barnier est manifestement décidé à creuser encore. Ses premières annonces sont scandaleuses : des mesures sociales dérisoires, de pur affichage, mais des suppressions de postes dans les services publics par milliers et un renforcement des politiques racistes et liberticides de ses prédécesseurs. Alors que 60 milliards de baisse des dépenses publiques sont annoncées, le budget militaire, déjà conséquent, augmente encore de près de 3 milliards ! Après l'Education nationale, le Ministère du Travail et de l'Emploi est le plus durement touché ! La jeunesse et les travailleur.se.s sont donc les cibles désignées du gouvernement Barnier !

Face à cette situation, il est impératif de se mobiliser massivement. Les délégué.es du congrès de l'Union nationale des syndicats CGT Travail – Emploi – Formation Professionnelle ont échangé sur les solutions à mettre en place et sont déterminé.es : dans l'unité la plus large, ni extrême droite, ni casse sociale macroniste, d'autres choix sont évidemment possibles, tout comme un autre Ministère du Travail et de l'Emploi, au service des travailleur.se.s, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, quel que soit leur statut. Il.elles appellent tou.tes leurs collègues à les rejoindre pour lutter et gagner sur leurs revendications.